

Communiqué de presse

Contact : Sophie De Meyer
Press & Communications
Tél. + 32 2 600 60 12
E-mail : sodemeyer@deloitte.com

Le 11^e Baromètre PME Deloitte Fiduciaire le prouve :

Pour la première fois en 4 ans, la valeur des PME a augmenté

La réserve de liquidation porte ses fruits

*Évolution du chiffre d'affaires : la fracture entre les entreprises en croissance et les autres PME
s'accroît*

Reprise de la productivité et du rendement

Bruxelles, le 19 novembre 2015 – Deloitte Fiduciaire, leader du marché en matière d'expertise comptable ainsi qu'en conseils juridico-fiscaux et financiers aux entreprises familiales et aux PME, publie aujourd'hui les résultats de son Baromètre PME 2015. Cette étude analyse la performance financière des PME belges sur les 4 dernières années. Elle établit également un aperçu de la pression fiscale exercée sur ces entreprises.

Quelques conclusions majeures :

- **La réserve de liquidation porte ses fruits** ; un nombre record de PME augmente leur capital.
- **Évolution du chiffre d'affaires : la fracture entre les entreprises en croissance et les autres PME s'accroît** ; les entreprises du secteur des services sont celles qui enregistrent la croissance du chiffre d'affaires la plus notable.
- **Reprise de la productivité et du rendement** ; seul le secteur de la construction reste en proie à des difficultés.
- **Reprise de l'emploi** ; des emplois supplémentaires principalement dans le secteur des services.
- **La PME médiane paie 28 % d'impôt des sociétés sur son bénéfice comptable** ; la société d'exploitation verse en moyenne à l'État 5,7 EUR d'impôts et de charges patronales ONSS pour 100 EUR de chiffre d'affaires.
- **Pour la première fois en 4 ans, la valeur des PME a augmenté** ; seul le secteur de la construction n'a pas encore été en mesure de récupérer la perte de valeur de ces 2 dernières années.

Cette étude est unique car Deloitte Fiduciaire est le premier, depuis 2003, à rassembler les données financières les plus récentes (en l'occurrence pour l'exercice 2014), pour plus de 2 600 entreprises. L'étude se base non seulement sur des données « publiques », mais également sur des données « non publiques » telles que le chiffre d'affaires, les comptes courants et les charges d'exploitation détaillées. **L'étude n'utilise pas des moyennes mais des valeurs médianes et quartiles, offrant des possibilités de comparaison plus précises.**

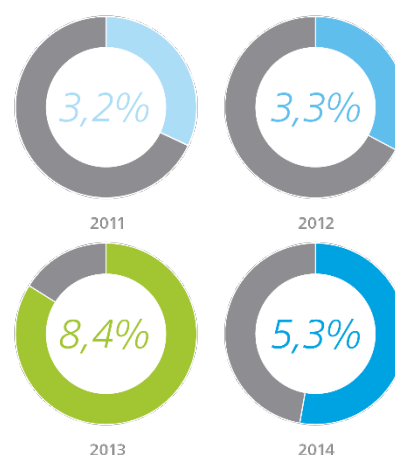
La réserve de liquidation porte ses fruits

Au cours de ces dernières années, la composante « capital » a systématiquement gagné en importance dans la constitution des fonds propres réels de la PME familiale. Deloitte obtient la solvabilité réelle en ajoutant aux fonds propres les quasi fonds propres, à savoir les emprunts subordonnés et comptes courants des actionnaires, des associés, des administrateurs et des gérants. Généralement, les actionnaires familiaux financent leur entreprise principalement avec des comptes courants, ce qui doit être tout autant considéré comme du capital à risque et comme un tampon financier pour les tiers. Les fonds propres réels se composent par conséquent de trois éléments suivants : capital, bénéfices réservés (sous la forme ou non de réserves) et comptes courants.

Alors qu'à la fin 2011, les fonds propres réels se composaient à 26,7 % de capital, cet élément représentait à la fin 2014, 30,2 % des fonds propres réels.

Didier Bouckaert ajoute : « L'introduction de la réserve de liquidation dans le courant de 2013 peut l'expliquer. Le nombre d'entreprises ayant procédé à une augmentation de leur capital en 2013 a sensiblement progressé par rapport aux années précédentes. Il est question de pas moins de 8,4 % des PME reprises dans notre étude Baromètre des PME. En 2014, 5,3 % des PME ont de nouveau augmenté leur capital. »

% des PME qui ont augmenté leur capital



Évolution du chiffre d'affaires :

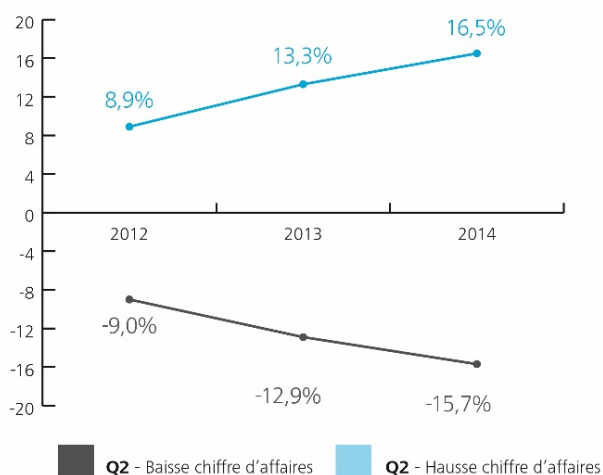
la fracture entre les entreprises en croissance et les autres PME s'accroît

En 2014, 47,9 % des PME d'exploitation ont réalisé une croissance réelle du chiffre d'affaires par rapport à 2011. On entend par croissance réelle du chiffre d'affaires, une croissance au-delà de l'inflation. En 2014, les prix à la consommation ont augmenté de 3,17 % en moyenne par rapport à 2011. Enfin, 6,2 % des entreprises ont bien vu leur chiffre d'affaires progresser au cours des 3 dernières années, mais dans une mesure inférieure au taux d'inflation moyen. Pour ce groupe

d'entreprises, on ne peut donc parler que d'une croissance nominale du chiffre d'affaires. En 2014, l'entreprise médiane affichait une croissance du chiffre d'affaires de 16,5 %.

En 2014, 45,9 % des PME ont encore été confrontées à une baisse de leur chiffre d'affaires. Ce repli s'élevait à 15,7 % pour la PME médiane. En 2012, ce repli se limitait encore à 9 %. La fracture entre les entreprises en croissance et les autres PME s'est, en d'autres termes, accrue au cours de ces 3 dernières années.

Evolution chiffre d'affaires 2014 vs. 2011



Le même phénomène touche les différents secteurs. Ainsi, un nombre record d'entreprises du secteur des services (57,3 %) a enregistré une croissance réelle de son chiffre d'affaires en 2014. La croissance moyenne de celui-ci par rapport à 2011 a atteint 21,2 %.

Toutefois, 36,9 % des entreprises du secteur des services ont assisté lors de la même période à un repli de leur chiffre d'affaires, et ce de 16,4 % en moyenne. En 2012, ce repli se limitait encore à 10,5 %.

Didier Bouckaert explique : « *Les entreprises ayant enregistré la croissance la plus notable de leur chiffre d'affaires ces dernières années sont des PME axées sur l'innovation, des PME prêtes à passer à la vitesse supérieure pour emboîter le pas de la globalisation et de la numérisation et des PME prêtes à unir leur expertise à celle d'autres entreprises afin d'apporter ensemble une réponse à l'évolution de plus en plus rapide des attentes du marché.* »

Reprise de la productivité et du rendement

En 2014, le rendement opérationnel (EBITDA/chiffre d'affaires) a progressé pour la quatrième année consécutive. En 2011, la société d'exploitation médiane voyait encore son EBITDA/chiffre d'affaires s'effriter à 8,1 %. En 2014, la PME médiane affichait de nouveau 8,8 % de rendement opérationnel. On observe cette tendance dans tous les secteurs, à l'exception du secteur de la construction, où l'EBITDA/chiffre d'affaires est tombé à 7,9 % l'an dernier.

L'année passée, le rendement opérationnel par rapport aux effectifs a d'ailleurs progressé de 4 % en moyenne, passant de 18 232 EUR à 18 980 EUR. Cette hausse s'explique non seulement par un contrôle accru des coûts, mais aussi par une utilisation plus efficace des moyens disponibles. La PME médiane du secteur des services et du commerce affiche par ailleurs un EBITDA par ETP supérieur à 21 000 EUR. Dans le secteur de la construction par contre, le rendement opérationnel par ETP est en recul ces 4 dernières années, passant de 16 745 EUR en 2011 à 12 451 EUR en 2014.

Le retour sur capital investi (ROCE) traduit la rentabilité pour les actionnaires et autres bailleurs de fonds (c'est-à-dire, des banques et sociétés de leasing). L'an dernier, pour 100 EUR investis, la PME belge médiane a généré une rentabilité brute de 6,2 %. La PME du secteur des services s'en sort encore mieux avec un ROCE de 8,1 %. L'entreprise commerciale et industrielle médiane a également été en mesure de signer une belle performance en 2014, avec des chiffres de respectivement 5,7 % et 6,2 %. Le secteur de la construction a quant à lui vu son ROCE diminuer systématiquement au cours des 4 dernières années, passant de 6,6 % en moyenne en 2011 à 4,3 % en 2014. Didier Bouckaert ajoute : « *Compte tenu des taux d'intérêt historiquement bas du marché actuel, les investissements dans les PME familiales constituent une alternative plus qu'attrayante.* »

Reprise de l'emploi

L'emploi au sein du groupe de référence de Deloitte Fiduciaire a progressé de 8,3 % au cours des 3 dernières années. Cette hausse s'est précisée dans le secteur des services, où l'emploi a progressé de 18,8 %. Le commerce de gros a cependant perdu 1,8 % d'emplois. Dans l'industrie, l'emploi a également reculé de 0,9 %.

En outre, la part des coûts d'intérim dans les coûts salariaux totaux a progressé l'an dernier. En 2011, les coûts d'intérim représentaient 4,3 % des coûts du personnel totaux. En 2014, la PME médiane a fait davantage appel à des intérimaires, portant ces coûts à 4,6 % des coûts du personnel totaux. Cette augmentation s'explique d'une part par le statut unique et ses conséquences sur la période d'essai et le délai de préavis, et d'autre part par le timide redressement de l'économie.

C'est surtout le secteur de la construction qui a embauché le plus de personnel sous la forme de travail intérimaire. La part des coûts d'intérim dans les coûts du personnel totaux y a progressé ces 3 dernières années de 3,4 % à 4,9 %.

Une PME médiane paie 28 % d'impôt des sociétés

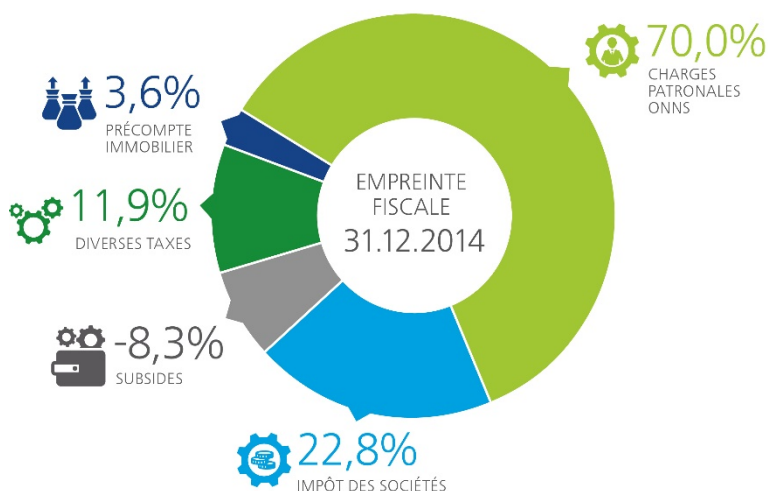
La moitié des PME belges rentables ont payé au moins 27 % d'impôt des sociétés en 2014. Ce chiffre atteint même 28,1 % pour les sociétés d'exploitation. La pression fiscale dont fait l'objet la PME médiane du secteur des services atteint même 31,5 %. Les sociétés de management médianes ont également payé 31,7 % d'impôt des sociétés en 2014.

L'empreinte fiscale reprend toutes les charges fiscales et parafiscales et permet donc de calculer globalement la contribution d'une entreprise à l'état. Le poids des charges patronales dans l'empreinte fiscale, soit 70 %, est écrasant. Vient ensuite l'impôt des sociétés, qui représente 22,8 %.

Pour 100 EUR de chiffre d'affaires d'une société d'exploitation belge médiane, celle-ci paie 5,7 EUR à l'administration fiscale ou à l'ONSS. Ce montant atteint même au moins 9,9 EUR par 100 EUR de

chiffre d'affaires pour un quart des entreprises. La petite PME, dont l'effectif est inférieur à 10 personnes, paie 5,6 EUR d'impôts ou cotisations ONSS par tranche de 100 EUR de chiffre d'affaires. Ce montant passe à 7 EUR pour les entreprises dont l'effectif dépasse les 50 travailleurs. Dans cette catégorie d'entreprises, ce montant atteint au moins 10 EUR ou plus par tranche de 100 EUR de chiffre d'affaires pour un quart des entreprises.

Composition de l'empreinte fiscale (sociétés d'exploitation)

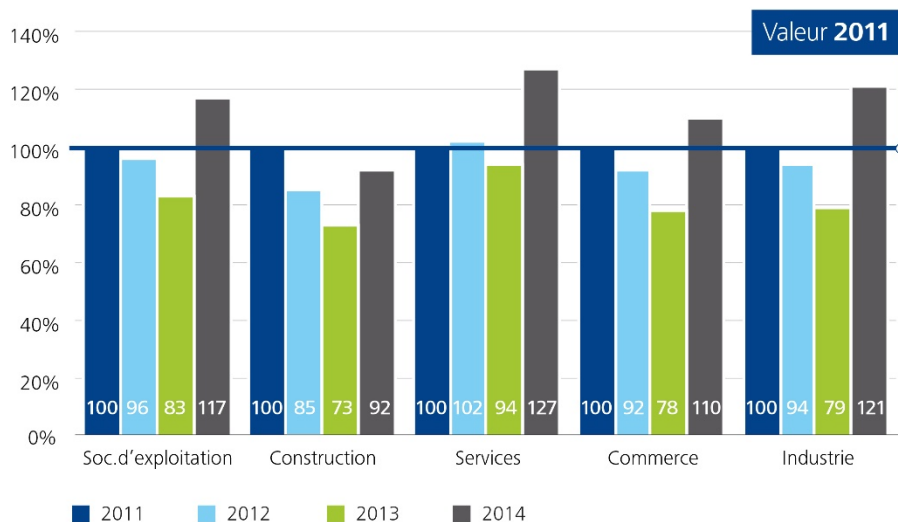


Pour la première fois en 4 ans, la valeur des PME a augmenté

Grâce à une évolution positive de la position de trésorerie nette et à une hausse notable de la valeur de marché générale, la PME médiane a non seulement égalé la valeur de 2011, mais l'a même largement dépassée en 2014. La PME médiane enregistre en effet une création de valeur de 17 % en 2014 par rapport à 2011.

La PME médiane du secteur des services a même affiché une augmentation de valeur de 27 % en 2014. L'entreprise industrielle médiane a également vu sa valeur croître de 21 % l'année dernière. La société commerciale médiane peut également se targuer d'une belle croissance de valeur de 10 %. Seul le secteur de la construction n'a pas été en mesure de compenser entièrement la perte de valeur enregistrée ces 2 dernières années. La PME médiane de ce secteur y est encore confrontée à une perte de valeur de 8 % par rapport à 2011.

Evolution valeur par rapport à 2011



Didier Bouckaert précise : « *Le marché des fusions et acquisitions a marqué un rebond important en 2014. La confiance retrouvée des dirigeants d'entreprise, sur fond de reprise de l'économie, les taux d'intérêt bas et le financement bon marché ont donné une nouvelle impulsion à ce marché* ».

###

À propos de Deloitte Fiduciaire

Deloitte Fiduciaire fait partie de Deloitte Belgique. Deloitte Fiduciaire est le leader du marché belge des services aux PME et aux entreprises familiales, et propose un éventail complet de services de comptabilité et de conseils multidisciplinaires. Fort de plus de 80 ans d'expérience en comptabilité et conseil juridico-fiscal, Deloitte Fiduciaire dessert plus de 5 000 PME belges. La société s'appuie sur un solide réseau régional : plus de 11 bureaux en Belgique, et plus de 530 comptables multidisciplinaires, conseillers fiscaux et juridiques et experts en F&A, rapports de gestion ou technologies de l'information. Deloitte Fiduciaire connaît parfaitement les PME, une connaissance qui va bien au-delà des services comptables traditionnels. Parallèlement aux services de comptabilité et de conseil juridico-fiscal, l'équipe de Deloitte Fiduciaire propose un accompagnement opérationnel et informatique, ainsi que des recommandations en matière de finance et de F&A.

Parmi les PME clientes de Deloitte Fiduciaire figurent des start-ups, des spin-offs d'universités et de centres de recherche, des sociétés innovantes et en croissance, des sociétés de management et immobilières, ainsi que des entreprises familiales bien implantées dans tout le pays, générant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires.

À propos de Deloitte

Deloitte, cabinet d'audit et de conseil de premier plan en Belgique, offre des services à haute valeur ajoutée en matière d'audit, d'expertise comptable, de conseil fiscal et juridique, de financial advisory services et de consultance.

Plus de 2.900 collaborateurs répartis dans 10 bureaux conseillent des entreprises nationales et internationales, des PME ainsi que des institutions publiques et des ASBL. Le cabinet belge fait partie du groupe international Deloitte Touche Tohmatsu Limited, regroupant plusieurs sociétés membres indépendantes. Le chiffre d'affaires pour l'exercice fiscal 2015 s'élève à 390 millions d'euros.

Deloitte Touche Tohmatsu Limited est l'un des leaders mondiaux des services professionnels, regroupant plusieurs sociétés membres indépendantes. Nous concentrons nos efforts sur notre service à la clientèle à travers une stratégie mondiale menée au niveau local dans plus de 150 pays. Nos sociétés peuvent compter sur un capital intellectuel composé de plus de 225 000 personnes dans le monde. Le groupe Deloitte Touche Tohmatsu Limited a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 35,2 milliards de dollars pour l'année fiscale 2015.

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à son réseau de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. Pour en savoir plus sur la structure légale de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses cabinets membres, consultez <http://www.deloitte.com/about>.